



Résumé des éléments-clés des précédents cycles de l'EPU

Lors du 3ème cycle de l'EPU (mai 2021), la Belgique avait reçu 8 recommandations appelant à la mise en œuvre de politiques concertées de réduction de la pauvreté des familles et des enfants (recommandations 35.169, 35.194 à 35.199, 36.52). En réponse, la Belgique a adopté la **Garantie européenne pour l'Enfance (GEE)**, s'engageant à assurer aux enfants dans le besoin l'accès à des services essentiels, à savoir :

- l'éducation et l'accueil gratuit, de qualité et inclusif pour la petite enfance ;
- un enseignement gratuit, de qualité et inclusif ;
- des soins de santé gratuits, de qualité et inclusifs ;
- une alimentation saine ;
- un logement adéquat.

Contexte national

En Belgique, la pauvreté reste un obstacle majeur aux droits fondamentaux des enfants. **Les politiques sociales récentes, qui tendent à individualiser la pauvreté plutôt qu'à la traiter comme un problème social et structurel, ont des effets directs sur la pauvreté des familles et des enfants.** La limitation dans le temps des allocations de chômage, le renforcement des conditions d'accès aux aides sociales, le contrôle accru des dépenses des bénéficiaires, la diminution des revenus de remplacement et le report de l'indexation des prestations sociales, y compris des allocations familiales, affaiblissent les mécanismes de protection existants et augmentent la vulnérabilité des familles et des enfants.

Défis et impacts

- En Belgique, **un enfant sur cinq est exposé au risque de pauvreté et d'exclusion sociale**, avec d'importantes disparités régionales : 10 % en Flandre, 24 % en Wallonie et 44 % à Bruxelles.
- Le plan d'action national élaboré en 2022 par la Belgique dans le cadre de la Garantie européenne pour l'Enfance, ainsi que le rapport intermédiaire de 2024 sont **peu ambitieux**, ne répondent pas aux exigences de la Garantie pour l'Enfance imposées aux États membres de l'Union européenne et ne sont pas suffisamment utilisés pour améliorer l'accès aux services de base essentiels pour les enfants en situation de vulnérabilité.

En Communauté française de Belgique spécifiquement, d'anciennes mesures visant à garantir progressivement un accès gratuit et effectif à l'éducation, ainsi qu'à des repas scolaires gratuits ont été insidieusement et drastiquement définancées. Concernant l'accès gratuit à des services d'accueil de qualité de la petite enfance – thématique jamais abordée dans les cycles précédents de l'EPU –, nous observons un déficit de mesures structurelles garantissant un accueil accessible, inclusif et de qualité à tous les jeunes enfants, en particulier ceux issus de milieux précarisés, donnant lieu à une **pénurie de places d'accueil et de professionnel.le.s de la petite enfance.**



RECOMMANDATIONS

- Élaborer, d'ici 2028, un cadre interfédéral de lutte contre la pauvreté garantissant la cohérence entre les plans fédéral, communautaires et régionaux, ainsi qu'avec la Garantie européenne pour l'enfance, doté financièrement et intégrant des objectifs et indicateurs communs relatifs à la pauvreté des enfants et des familles.
- Relever les revenus et les allocations sociales au-dessus du seuil européen de pauvreté, pour tenir compte de tous les coûts des ménages (énergie, soins de santé, éducation, logement, nourriture...).
- Intégrer la Garantie européenne pour l'Enfance dans toutes les politiques publiques liées à l'enfance afin d'assurer un accès effectif universel et équitable aux services de base : accueil de la petite enfance, éducation, santé, alimentation saine et logement décent.

Fiche en ligne :

<https://lacode.be/proj/et/upr-2026-factsheets/>



Commission nationale
pour les droits de l'enfant

Contact : Séverine Acerbis
severine.acerbis@ncrk-cn.de.be



COORDINATION DES ONG
POUR LES DROITS DE L'ENFANT

Contact : Marie D'Haese
mariedhaese@lacode.be

DÉFENSE DES ENFANTS
INTERNATIONAL
BELGIQUE



Contact : Pierre Trbovic
pierre.trbovic@defensedesenfants.be



Contact : Marie Noël
marie.noel@cfwb.be

NETWERK
KINDERRECHTEN

Contact : Sien Crivits
sien.crivits@stekr.net

Cette fiche d'information fait partie d'un ensemble de fiches rédigées au sujet de la situation des droits de l'enfant en Belgique à des fins d'information dans le cadre de l'Examen périodique de la Belgique. Leur rédaction a été coordonnée par les OSC et INDH membres d'un groupe de travail sur l'EPU, piloté par la Commission nationale pour les droits de l'enfant.